

RÉPUBLIQUE FRANCAISE
DÉPARTEMENT DE VAUCLUSE

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
VENTOUX COMTAT VENAISIN
84200 CARPENTRAS

L'an deux mille vingt-quatre et le douze février, le conseil de communauté, régulièrement convoqué par sa Présidente dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
12 février 2024**

Date de convocation : 6 février 2024

Mise en ligne le : 6 février 2024

Nombre de conseillers : 60

Nombre de présents : 48 (délibérations n°1-24 à 6-24) ; 49 (à partir de la délibération n°7-24)

Nombre de votants : 55 (délibération n°3-24) ; 56 (délibérations n°1-24 à 2-24 puis délibérations n°4-24 à 6-24) ; 57 (à partir de la délibération n°7-24)

Nombre d'absents : 4 (délibérations n°1-24 à 6-24) ; 3 (à partir de la délibération n°7-24)

PRÉSENTS : **Aubignan :** Siegfried BIELLE - Laurence BADEI - Frédéric FRIZET - Marie THOMAS de MALEVILLE **Beaumes de Venise :** Jérôme BOULETIN **Beaumont du Ventoux :** Alain BREMOND **Bédoin :** Alain CONSTANT - Dominique VISSECQ **Caromb :** Valérie MICHELIER - Olivier METZGER **Carpentras :** Serge ANDRIEU - Yvette GUIOU - Jacqueline BOUYAC - Franck DUPAS - Jaouad ZIATI - Alain BELHOMME - Victorine SURTEL - Bernard BOSSAN - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Laurence BOSSERAI - Véronique MENCARELLI - Claudine MORA - Bertrand de LA CHESNAIS - Christiane MORIN-FAVROT - Pierre BOURDELLES **Crillon le Brave :** Guy GIRARD **Flassan :** Michel JOUVE **Gigondas :** Michel MEFFRE **Lafare :** Philippe SOARD **La Roque Alric :** José LINHARES **La Roque sur Pernes :** Philippe DELEBECQUE **Le Barroux :** Bernard MONNET **Loriol du Comtat :** Gérard BORGIO - Brigitte MATHIEU **Malaucène :** Frédéric TENON **Mazan :** Louis BONNET - Joséphine AUDRIN - Bruno GANDON **Modène :** Norbert LEPATRE **Saint Didier :** Gilles VÈVE **Saint Pierre de Vassols :** Sandrine RAYMOND **Saint Hippolyte le Graveyron :** André AIELLO **Sarrians :** Anne-Marie BARDET - Patrice FLAGEAT - Alexandre KORMANYOS (à partir de la délibération n°7-24) **Suzette :** Patricia OLIVERO **Vacqueyras :** Thérèse BAUDOUIN suppléante de Philippe BOUTEILLER **Venasque :** Dominique PLANCHER.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Caroline BALAS à Yvette GUIOU - Jean-Pierre CAVIN à Bernard BOSSAN - Catherine RIMBERT à Bertrand de LA CHESNAIS - Jean-Marc ISSARTIER à Christiane MORIN-FAVROT - Claude MELQUIOR à André AIELLO - Chantal MOCZADLO à Frédéric TENON - Georges MICHEL à Louis BONNET - Audrey FRANQUET à Anne-Marie BARDET.

ABSENTS EXCUSÉS : Michel BLANCHARD - Pauline DREANO - François ILLE - Alexandre KORMANYOS (jusqu'à la délibération n°6-24).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Dominique PLANCHER

Conseil communautaire du 12 février 2024

Délibération n°27-24

Objet : Convention de financement 2024 avec l'association l'Envol pour la micro-crèche solidaire associée à de la garde à domicile « À tire d'aile »

Conseil communautaire du 12 février 2024

Délibération n°27-24

Objet : Convention de financement 2024 avec l'association l'Envol pour la micro-crèche solidaire associée à de la garde à domicile « À tire d'aile »

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence intercommunale en matière d'accueil Petite Enfance,

Vu la délibération n°15 du 29 mars 2004 définissant l'intérêt communautaire en matière d'accueil Petite Enfance, modifiée par la délibération n°78 du 27 juin 2016,

Vu la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté en matière d'accès aux modes d'accueil pour les familles en situation de précarité,

Vu la Convention territoriale globale signée entre la CoVe et la CAF de Vaucluse,

Vu le projet de convention de financement pour la gestion du fonctionnement de la micro-crèche solidaire associée à de la garde à domicile pour l'année 2024 entre la collectivité et l'association « L'Envol »,

Entendu le rapport de la vice-présidente déléguée à la petite enfance, à la parentalité et aux actions éducatives,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide


Article 1 : D'APPROUVER la convention de financement annuelle, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, avec l'association « L'Envol » pour la gestion de la structure micro-crèche solidaire « À tire d'aile » située sur la commune de Carpentras, moyennant notamment le versement d'une subvention de fonctionnement de 21 283 €.

Article 2 : D'AUTORISER la présidente à signer la dite convention et tous actes à cet effet.

Article 3 : DE PRÉCISER que la dépense correspondante sera imputée sur le budget ENF-4221-422125-65748.

la secrétaire de séance,

Dominique Plancher



la Présidente,

Jacqueline Bouyac



Pour extrait certifié conforme

Jacqueline Bouyac
Présidente de la CoVe



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr



La CoVe
1171 av. du Mont Ventoux
CS 30085
84203 CARPENTRAS Cedex

Association **L'Envol pour l'Emploi**
70 rue du Clos de l'Etang
84800 Isle sur sorgue

CONVENTION DE FINANCEMENT DE MICRO-CRÈCHE SOLIDAIRE ASSOCIÉE À DE LA GARDE À DOMICILE

ANNÉE 2024

ENTRE

Entre la **Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, La CoVe**, représentée par, Jacqueline Bouyac la présidente et désignée sous le terme «la CoVe », d'une part,

ET

l'association **L'Envol pour l'emploi**, dont le siège social est situé 70 rue du Clos de l'Etang 84800 Isle sur sorgue, No SIRET Code APE 40355558400024, représentée par son président, Christian Dubois, désignée sous le terme « l'association », d'autre part,

Préambule :

La CoVe exerce la compétence Petite Enfance depuis 2004.

Les contrats de partenariats successifs avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et la Mutualité Sociale Agricole (MSA) de Vaucluse ont permis le développement de nouveaux services d'accueil de la Petite Enfance. Ainsi, le territoire bénéficie aujourd'hui de 437 places réparties au sein de 13 structures multi accueil.

Concernant le profil des familles du territoire, le diagnostic social fait apparaître que :

- un quart des familles avec enfant est monoparent.
- les monoparents et les couples avec enfants constituent plus de 52.4% des allocataires sous le seuil de pauvreté CAF (1065€ en 2018).
- en 2017, 2495 femmes seules avec enfants habitaient la Cove, soit 19,2% des ménages
- la part des femmes seules avec enfants a augmenté de 14.6% entre 2012 et 2017.

La Convention Territoriale Globale (CTG) signée entre la CoVe et la CAF fait ressortir les éléments de diagnostic suivants :

- Le défaut de solution de garde est un frein majeur dans l'accès ou le maintien en emploi ou formation, et ce, tout particulièrement pour les familles monoparentales ayant des enfants entre 0 et 10 ans.
- L'activité économique touristique et agricole du territoire favorise l'emploi saisonnier impliquant la plupart du temps des horaires atypiques.
- L'accueil d'urgence et/ou saisonnier pour les publics en recherche d'emploi ou formation implique d'avoir en continu des places disponibles ce qui est en contradiction avec l'objectif d'optimisation des taux d'occupation des crèches.
- Le service Petite Enfance de la CoVe constate une augmentation de la demande d'accueil d'urgence et sur des horaires atypiques.

Ainsi, la CTG a conclu à la nécessité d'expérimenter un accueil innovant articulant l'accueil d'urgence et saisonnier pour les publics en parcours d'insertion (Fiche action 3.3)

L'association d'insertion par l'emploi L'Envol a sollicité la CoVe et la Caf pour soutenir un projet expérimental de micro-crèche associé à de la garde à domicile ayant pour objet l'accueil des enfants dont les parents sont inscrits dans un parcours d'insertion.

L'objectif est de proposer une solution de garde rapide pour accéder à un emploi ou à une formation. Cet accueil reste transitoire le temps de trouver une solution durable au sein d'une structure multi accueil du territoire ou chez une assistante maternelle.

L'offre d'accueil « micro crèche » est complétée par un système de garde à domicile de la fratrie, en amont et en aval des horaires d'accueil des crèches et écoles, avec un reste à charge financier de 1.5€ de l'heure pour le parent.

Le repérage et l'orientation des parents s'effectueront sur proposition des services d'accompagnement à l'emploi et de l'Insertion par l'Activité Economique (Pôle Emploi, EDES, Mission Locale, Pôles Insertion, SIAE, etc).

Ce service concourt au développement de l'égalité entre les femmes et les hommes en favorisant l'emploi des femmes, tout particulièrement lorsqu'elles sont cheffes de familles monoparentales et dans la situation de précarité sociale.

En effet, faute de moyens de garde adaptés, des parents en recherche d'emploi sont pénalisés dans leurs démarches d'insertion professionnelle et plus particulièrement les familles monoparentales.

L'ouverture de la structure a eu lieu en novembre 2020.

En 2023, la CoVe s'est engagée dans une démarche d'audit et de refonte de sa démarche de subventionnement des crèches associatives, en lien étroit avec les associations.

Cette démarche sera parachevée pour l'an prochain, ce qui donnera lieu à l'adoption par le conseil communautaire de nouvelles modalités d'instruction et de calcul des subventions à allouer, avec une grille d'analyse commune, juste et équilibrée, recentrée sur l'offre d'accueil, quelles que soient les structures et leur mode de gestion.

2024 est donc une année de transition vers ce nouveau modèle et d'accompagnement des associations.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association l'Envol s'engage à gérer la micro-crèche solidaire de 10 places ainsi que la garde à domicile associée et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires.

Pour sa part, la CoVe s'engage à soutenir l'association selon les modalités prévues à l'article 3 (relatif au montant de la subvention accordée ainsi qu'aux contributions non financières) et à l'article 4 (relatif aux conditions de versement de la subvention).

Article 2 : Durée de la convention

Cette convention aura une durée d'un an, du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

En raison d'une revalorisation des plus bas salaires par la convention collective nationale des acteurs du lien social et familial, la CoVe propose donc de suivre une évolution de la subvention à la même hauteur pour toutes les associations.

En conséquence, pour l'année 2024, le montant de la subvention adopté par le conseil communautaire du 12 février 2024 est fixé à **21 283 euros**.

Article 4 : Conditions de versement de la subvention.

La subvention sera versée sur le compte de l'association dans les conditions suivantes :

- Un premier acompte représentant 70% du montant de la subvention sera versé à la

- signature de la convention par les deux parties.
— Le solde sera versé avant le 31 octobre 2024

Article 5 : Obligations comptables

L'association s'engage à fournir, avant la date du 30 avril 2024, le compte rendu financier de l'année précédente (bilan comptable et compte de résultat tel que transmis à la CAF) de la structure suscitée signé par le président ou toute autre personne habilitée.

Elle fournira également, avant la date du 30 avril 2025, les mêmes éléments appliqués à l'exercice 2024.

Article 6 : Autres engagements

L'association L'Envol s'engage à associer la CoVe au comité de pilotage (2 fois par an) et au comité technique du projet (4 fois par an).

Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 10, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Evaluation

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la CoVe a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée dans le cadre du suivi partenarial effectué par la CoVe et la CAF.

Article 9 : Contrôle de la CoVe

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CoVe de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Il en va de même pour la production de toutes les pièces nécessaires à la juste appréciation notamment du montant de la subvention à verser.

Dans cette perspective, les bilans comptables et résultats fournis par l'association feront l'objet d'un examen par les élus en commission de contrôle des comptes.

Article 10 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions éventuellement provisoires de l'évaluation prévue à l'article 8 et à la réalisation du contrôle prévu à l'article 9.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Carpentras, le

Pour la communauté d'agglomération
Ventoux – Comtat Venaissin

Pour l'association L'Envol

Jacqueline Bouyac
Présidente de la CoVe

Christian Dubois
Président de l'association